

46570-2026 - Competition

France – News-agency services – Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

OJ S 15/2026 22/01/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Email: karine.ay@rte-france.com

Legal type of the buyer: Public undertaking

Activity of the contracting entity: Electricity-related activities

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

Description: Le présent Marché a pour objet la réalisation de la revue de presse de RTE ainsi que la veille audiovisuelle, les synthèses quotidiennes de la revue de presse, ainsi que les analyses de presse semestrielles et annuelles. Afin de connaître et mesurer l'impact et l'image médiatique des actions menées par RTE, la Direction de la Communication recherche un prestataire apte à constituer une revue de presse quotidienne, retranscrivant les articles de presse (incluant les médias web) et les scripts des émissions et reportages audiovisuels traitant directement ou indirectement de RTE. Le prestataire devra être en capacité de réaliser la revue de presse la plus exhaustive possible en termes de médias, y compris des médias web et médias régionaux quotidiens et hebdomadaires. La Direction de la Communication complètera au besoin cette revue de presse avec des articles collectés par ses Délégations régionales qu'elle envoie au prestataire dans la journée pour intégration à la revue de presse du lendemain. Le périmètre de médias pigés par le prestataire devra cependant être le plus exhaustif possible afin de limiter ces envois. A partir de cette pige globale, le prestataire élabore une revue de presse depuis une plateforme électronique en ligne. Il diffuse cette revue de presse, accessible sur ordinateur, smartphone et tablette, à une liste interne RTE fournie par la Direction de la Communication. Les reproductions effectuées à destination de la Direction de la Communication devront être déclarées et autorisées par le Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC). La Direction de la Communication de RTE fera également appel au prestataire pour réaliser des analyses de presse quantitatives et qualitatives mensuelles, semestrielles et annuelles.

Procedure identifier: f77a6e40-e7b1-485a-a40a-c66287912ab1

Internal identifier: 24935bis

Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92400000 News-agency services

2.1.2. Place of performance

Postal address: 7 place du Dôme

Town: Paris La Defense CEDEX

Postcode: 92073

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Country: France

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/25/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Breaching of obligations set under purely national exclusion grounds: « Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

Description: Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation de la revue de presse de RTE ainsi que la veille audiovisuelle, les synthèses quotidiennes de la revue de presse, ainsi que les analyses de presse semestrielles et annuelles. Afin de connaître et mesurer l'impact et l'image médiatique des actions menées par RTE, la Direction de la Communication recherche un prestataire apte à constituer une revue de presse quotidienne, retranscrivant les articles de presse (incluant les médias web) et les scripts des émissions et reportages audiovisuels traitant directement ou indirectement de RTE. Le prestataire devra être en capacité de réaliser la revue de presse la plus exhaustive possible en termes de médias, y compris des médias

web et médias régionaux quotidiens et hebdomadaires. La Direction de la Communication complètera au besoin cette revue de presse avec des articles collectés par ses Délégations régionales qu'elle envoie au prestataire dans la journée pour intégration à la revue de presse du lendemain. Le périmètre de médias pigés par le prestataire devra cependant être le plus exhaustif possible afin de limiter ces envois. A partir de cette pige globale, le prestataire élabore une revue de presse depuis une plateforme électronique en ligne. Il diffuse cette revue de presse, accessible sur ordinateur, smartphone et tablette, à une liste interne RTE fournie par la Direction de la Communication. Les reproductions effectuées à destination de la Direction de la Communication devront être déclarées et autorisées par le Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC). La Direction de la Communication de RTE fera également appel au prestataire pour réaliser des analyses de presse quantitatives et qualitatives mensuelles, semestrielles et annuelles.
Internal identifier: 24935bis

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92400000 News-agency services

Options:

Description of the options: 2 options de prolongation du contrat de 1 an

5.1.2. Place of performance

Postal address: 7C, place du Dôme

Town: Paris La défense CEDEX

Postcode: 92073

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 2 Years

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 2

5.1.5. Value

Maximum value of the framework agreement: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

Additional information: Validité de l'offre 8 mois

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - La transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie)

datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - Ln document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - Un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - Une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (Pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) Ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan : - Le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Banque et assurances : - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Autres : - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par RTE.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Capacité technique et professionnelle : Contenu du dossier de présentation de la société du candidat : - Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France ; o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années ; o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant). - De plus, le candidat fournit également les éléments suivants : o L'annexe "cadre de réponse technique" complétée avec

la présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre (4 slides MAX – PowerPoint/PDF) ; la présentation détaillée de 3 missions similaires ou équivalence (sont exclus les références RTE) réalisées au cours des 36 derniers mois pour des clients pertinents eu égard aux contraintes et enjeux de RTE. Dans l'hypothèse où le nombre de candidats aptes constituant la liste longue (RFI) serait supérieur au nombre de candidats autorisé pour la liste courte (RFQ), les critères de sélection ci-dessous seront appliqués afin de déterminer la liste courte des 5 candidats qui seront invités à participer : - Pertinence de la présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre / 12 points MAX. (0 à 4 : présentation non adaptée ou peu adaptée ; 5 à 8 : présentation adaptée ; 9 à 12 : présentation adaptée et source de valeur ajoutée) -Qualité des références ou équivalence (sont exclus les références RTE) /8 points MAX. (0 point si non pertinente ; 1 à 4 points si pertinent par rapport aux attentes de RTE [client non ou partiellement pertinent/mission similaire à notre besoin OU client pertinent/mission non ou partiellement similaire à notre besoin] ; 5 à 8 points si pertinent dans sa globalité [client pertinent/mission similaire à notre besoin]).

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Information about the second stage of a two-stage procedure:

Minimum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 0

Maximum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Price

Description: Définis dans les documents de la consultation

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 40

Criterion:

Type: Quality

Description: Technique

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 60

5.1.11. Procurement documents

Access to certain procurement documents is restricted

Deadline for requesting additional information: 03/02/2026 21:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Information about restricted documents is available at: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <http://rte-france.bravosolution.com>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Allowed

Tenderers may submit more than one tender: Not allowed

Deadline for receipt of requests to participate: 06/02/2026 21:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Conditions relating to the performance of the contract: Sans objet

A non-disclosure agreement is required: yes

Additional information about the non-disclosure agreement: Disponible sur le site : <https://rte-france.bravosolution.com>

Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Financial arrangement: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Techniques**Framework agreement:**

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 1

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Information about review deadlines: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

8. Organisations**8.1. ORG-0001**

Official name: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Registration number: 444 619 258 02482

Department: Direction des Achats

Postal address: 7C place du Dôme

Town: Puteaux

Postcode: 92073
Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Country: France
Contact point: AY Karine - Direction des Achats
Email: karine.ay@rte-france.com
Telephone: 0787551449

Internet address: <https://www.rte-france.com>
Buyer profile: <https://rte-france.bravosolution.com>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Registration number: 17780111500151
Department: Instance chargée des procédures de recours
Postal address: 179-191, avenue Joliot-Curie
Town: Nanterre
Postcode: 92020
Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Country: France
Contact point: Instance chargée des procédures de recours
Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Telephone: 01 40 97 10 10

Internet address: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Information exchange endpoint (URL): <http://rte-france.bravosolution.com>

Roles of this organisation:

Review organisation

8.1. ORG-0000

Official name: Publications Office of the European Union
Registration number: PUBL
Town: Luxembourg
Postcode: 2417
Country subdivision (NUTS): Luxembourg (LU000)
Country: Luxembourg
Email: ted@publications.europa.eu
Telephone: +352 29291

Internet address: <https://op.europa.eu>

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: efa606cf-e328-481b-a90e-56ab4483d4b4 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 17

Notice dispatch date: 21/01/2026 11:50:09 (UTC+00:00) Western European Time, GMT

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 46570-2026

OJ S issue number: 15/2026

Publication date: 22/01/2026